

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 25 (2025)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : recul de 10 % des recettes fiscales en mai (glissement annuel)
- ❖ Philippines / Laos : baisse des taux directeurs de 25 et 50 points de base respectivement
- ❖ Malaisie : taux de chômage au plus bas depuis 10 ans

LE CHIFFRE À RETENIR

-20 %

Repli en mai (g.a) des exportations non pétrolières de Singapour vers les États-Unis

Région

IMD : classement mondial sur la compétitivité

L'IMD (International Institute for Management Development), basé à Lausanne et disposant d'un campus à Singapour, a publié l'édition 2025 de son World Competitiveness Ranking. Singapour, bien qu'en léger recul, conserve une position d'excellence en se classant 2^e mondial, derrière la Suisse. La Malaisie enregistre la plus forte progression régionale, bondissant de 11 places pour atteindre le 23^e rang, portée par un agenda de réformes perçu comme crédible et une dynamique économique robuste. À l'inverse, l'Indonésie recule de 13 places (40^e), pénalisée par une détérioration de son efficacité économique et gouvernementale. La Thaïlande (30^e, -5) pâtit également de l'efficacité perçue de ses institutions publiques, tandis que les Philippines progressent légèrement (51^e, +1), en lien avec la forte croissance. La France recule d'un rang pour se positionner à la 32^e place. Ce classement international, largement relayé par la presse, se distingue cependant par sa méthodologie hybride combinant données quantitatives et perceptions de dirigeants d'entreprise dans chaque pays, ce qui peut parfois produire des résultats contrastant avec d'autres références (Banque mondiale notamment) ou paraître contre-intuitifs – l'Arabie saoudite étant, par exemple, devant l'Allemagne et la France.

#	Pays	Variation
2.	Singapour	↓ -2
23.	Malaisie	↑ 11
30.	Thaïlande	↓ -5
40.	Indonésie	↓ -13
51.	Philippines	↑ 1

Nomura : risque de hausses tarifaires différenciées

Dans une note récente, la banque japonaise Nomura alerte sur la possibilité de droits de douane américains plus élevés que prévu pour les d'Asie du Sud-Est accusés de faciliter le transbordement de produits chinois. En l'absence d'accord commercial à l'issue de la trêve tarifaire début juillet, les analystes anticipent ainsi un taux moyen de 15,5 % pour la région. Le Vietnam (24 %) et la Thaïlande (20 %) seraient les pays les plus exposés, en raison de volumes suspects plus importants. Bien que ces niveaux restent inférieurs aux 30 % envisagés pour la Chine, ils dépasseraient le seuil de 10 % que la plupart des pays de l'ASEAN espéraient obtenir dans les négociations. Nomura estime par ailleurs que les chances de conclure un accord avant la fin de la trêve sont limitées, en raison des progrès jugés insuffisants à ce stade.

Ralentissement des marchés obligataires régionaux

Selon le dernier rapport trimestriel Asia Bond Monitor (juin) de la Banque asiatique de développement (BAsD), les incertitudes mondiales ont freiné les émissions obligataires en Asie de l'Est émergente au premier trimestre 2025. Le marché des obligations en monnaie locale n'a progressé que de 2,7 % (variation trimestrielle), contre +3,1 % au trimestre précédent, atteignant près de 27 200 Md USD, dont +2,2 % pour l'ASEAN (environ 9 % du total régional, soit ~2 500 Md USD). Cette dynamique a été portée par une émission anticipée de dettes souveraines. En parallèle, la croissance des obligations durables dans l'ensemble de la région (ASEAN+3) a également ralenti. Celles-ci ne représentent d'ailleurs qu'environ 2 % du marché obligataire total, contre environ 8 % en Europe (UE-20).

Indonésie

Recettes fiscales en baisse de 10 % en mai

En mai, les recettes gouvernementales indonésiennes ont chuté de 10 % en glissement annuel, atteignant environ 995 900 Md IDR (soit environ 61 Md USD), contre 1 100 000 Md IDR (environ 68,5 Md USD) en mai 2024. La collecte d'impôts spécifiquement a chuté à 683 300 Md IDR (41,8 Md USD) entre janvier et mai, contre 760 400 Md IDR au cours de la même période l'année dernière. Cette contraction s'explique d'après le ministère des Finances principalement par des retards dans les paiements, notamment ceux d'entreprises publiques financières et dans le secteur pétrolier et gazier, qui ont été reportés de mai à juin, ainsi que par des ajustements dans les politiques de collecte, par exemple suite à la mise à jour du système fiscal de Coretax. Les recettes non fiscales de l'Indonésie ont chuté de 25 % sur un an entre janvier et mai 2025, en raison d'une baisse de la production pétrolière et gazière, ainsi que du recul du prix du pétrole brut indonésien (ICP). Ces facteurs ont pesé sur les flux habituels de trésorerie de l'État. Néanmoins, les dépenses budgétaires ont également reculé d'environ 11 % en g.a. Au 12 juin, le gouvernement n'avait décaissé que 26 % des financements prévus pour le programme de repas gratuits et nutritifs du président Prabowo Subianto pour l'année. Le programme n'a pour l'instant touché que 4,9 millions de personnes, loin de l'objectif de 82,9 millions d'ici fin 2025.

Bank Indonesia : politique monétaire inchangée

Le 19 juin 2025, Bank Indonesia (BI) a décidé de maintenir son taux directeur à 5,50 %, après l'avoir abaissé de 0,25 pdb en mai dernier. Les taux de dépôt et de prêt restent également inchangés à 4,75 % et 6,25 %, respectivement. En mai, l'inflation annuelle a ralenti à 1,6 %. BI a souligné sa volonté de poursuivre le desserrement monétaire, en fonction de la stabilité de la roupie indonésienne et du contexte international, notamment les tensions géopolitiques et l'évolution des négociations autour des tarifs américains. Parallèlement, le gouvernement a lancé un plan de relance de 1,5 Md USD (subventions transports, aides directes, cf. Brèves semaine 24) pour soutenir la demande intérieure.

L'Indonésie et Singapour signent un accord sur l'exportation d'électricité renouvelable

Le 13 juin, l'Indonésie et Singapour ont signé un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*) permettant à l'Indonésie d'exporter jusqu'à 3,5 GW d'électricité renouvelable vers Singapour d'ici 2035. L'accord marque une avancée après des années de négociations retardées, notamment en raison de la participation de l'électricien public national PLN, désormais exclue de la première phase du dispositif pour se concentrer sur l'approvisionnement domestique en électricité. Ce retrait ouvre la voie à des projets portés par des consortiums privés, qui n'auraient pas besoin d'utiliser le réseau de PLN. Les tarifs d'exportation seront fixés librement, contrairement à ceux du marché intérieur. Le gouvernement indonésien exige en échange des investissements singapouriens dans la fabrication locale de panneaux solaires. Cinq projets ont obtenu des licences conditionnelles octroyées par les autorités singapouriennes. PLN indique envisager une prise de participation dans ces projets.

La Banque mondiale débloque 2,1 Md USD en financement mixte

La Banque mondiale a approuvé un financement de 2,1 Md USD pour deux projets en Indonésie, combinant prêts et subventions dans le cadre d'un dispositif de blended finance (financement mixte). L'objectif est de soutenir la croissance économique, l'emploi et l'accès à l'énergie propre. Ce mécanisme permettra aussi de mobiliser 345 M USD d'investissements privés, notamment pour financer des projets solaires et éoliens. Le premier paquet, de 1,5 Md USD, soutiendra des réformes structurelles liées aux services financiers, à la résilience climatique et à la politique industrielle. Le second, de 628 M USD, vise l'électrification à faible coût à travers les énergies renouvelables, mis en œuvre par l'électricien national PLN, avec un prêt innovant à taux préférentiels et des subventions destinées à intégrer le solaire et l'éolien dans le réseau national.

Malaisie

Taux de chômage au plus bas en avril depuis 10 ans

Le taux de chômage s'est réduit à 3,0 % en avril après avoir stagné à 3,1 % les quatre mois précédents, retrouvant son niveau d'avril 2015. Il reste néanmoins inchangé pour les jeunes de 15 à 24 ans, se maintenant à 10,3 % depuis le début de l'année. La participation au marché du travail a légèrement progressé à 70,8 % (contre 70,7 % en février et mars) mais reste nettement inférieure pour les femmes (56,4 % contre 83,3 % pour les hommes). Le nombre de personnes ayant un emploi (16,8 millions) a augmenté de 2,8 % en g.a. Cette progression touche aussi bien les salariés (75 % des emplois, +2,7 % en g.a.) que les travailleurs indépendants (19 %, +3,2 % en g.a.) et les emplois familiaux non rémunérés (3 %, +3,5 % en g.a.). Près de 7,17 millions de personnes (+2,0 % en g.a.) restent par ailleurs en dehors du marché du travail, dont 15,2 % pour des raisons autres que familiales, d'éducation ou de formation selon le département malaisien des statistiques.

Gain de onze places dans le classement mondial de la compétitivité

La Malaisie progresse sur un an de la 34^{ème} à la 23^{ème} place en 2025 (sur 69 pays) dans le classement mondial de la compétitivité publié en juin par l'Institut international de management suisse IMD, avec un score de 74,81 sur 100. Elle est ainsi considérée comme la 6^{ème} économie la plus compétitive en Asie-Pacifique après Singapour (2^{ème} mondial, score de 99,44), Hong Kong (3^{ème} ; 99,22), Taïwan (6^{ème} ; 93,71), la Chine (16^{ème} ; 82,13) et l'Australie (18^{ème} ; 78,36). Selon l'IMD, la Malaisie doit toutefois relever plusieurs défis pour améliorer sa productivité et favoriser la croissance économique : développer des compétences et se préparer à l'automatisation ; accélérer l'adoption de nouvelles technologies ; stimuler les investissements privés dans la recherche et le développement ; moderniser la réglementation des entreprises ; renforcer les chaînes d'approvisionnement et élargir les opportunités de commerce extérieur.

Renforcement des positions de TotalEnergies dans le secteur du gaz malaisien

TotalEnergies et la compagnie malaisienne Petronas ont annoncé le 16 juin la signature d'accords pour l'exploitation et le développement de plusieurs champs gaziers couvrant dans leur ensemble une surface de plus de 100 000 km². Le montant de la transaction, qui reste soumise notamment à l'approbation des autorités malaisiennes, n'a pas été communiqué. Au terme de ces accords, TotalEnergies acquiert une participation de 50 % dans deux champs en mer de Chine au large du Sarawak (SK301b et SK313) où des découvertes de plus de 113 milliards de mètres cubes de gaz ont été réalisées et dont la mise en production est prévue à l'horizon 2030. La société détiendra également, aux côtés de Petronas, des intérêts dans plusieurs champs au large des côtes malaisiennes ainsi que dans le champ de Bobara au large de l'Indonésie, tous en phase d'exploration. TotalEnergies a investi en Malaisie près de 2 Md USD depuis 2023 et est aujourd'hui le troisième producteur de gaz du pays après Petronas et Shell.

Singapour

Enquête MAS : anticipations de croissance à la baisse

Selon l'enquête trimestrielle de l'Autorité Monétaire de Singapour (MAS) menée en mai auprès d'économistes du secteur privé, la croissance de Singapour est désormais attendue à 1,7 % en 2025, contre 2,6 % lors de la précédente enquête de mars. Cette révision s'explique par les tensions géopolitiques et commerciales, notamment liées à la politique tarifaire des États-Unis. La croissance pour 2026 est également estimée à 1,7 %, suggérant l'absence de rebond significatif. Les économistes prévoient un ralentissement de l'inflation attendue à 0,9 %, et une inflation sous-jacente à 0,8 %, en baisse par rapport aux prévisions de mars (1,7 % et 1,5 % respectivement). Le taux de chômage est anticipé à 2,2 % fin 2025. Par ailleurs, 57,9 % des répondants s'attendent à un assouplissement de la politique monétaire lors de la prochaine revue de la MAS en juillet, via un ralentissement de l'appréciation du taux de change effectif nominal du dollar de Singapour (S\$NEER).

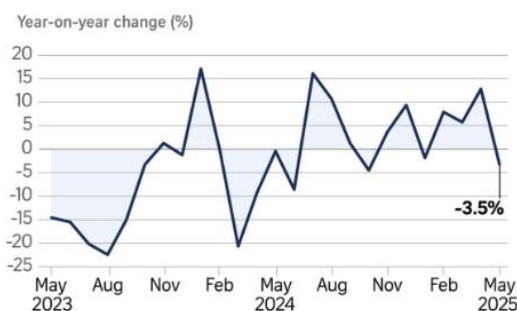
Repli du commerce extérieur en mai sous l'effet d'une baisse des exportations vers les États-Unis

Selon Enterprise Singapore, les exportations locales, hors produits pétroliers, ont diminué de 3,5 % en glissement annuel en mai 2025, après une hausse de 12,4 % en avril, en raison d'un repli marqué des expéditions vers les États-Unis (-20,6 %). Cette baisse s'explique notamment par la fin du phénomène de *front-loading*

observé le mois précédent, dans un contexte d'incertitudes tarifaires persistantes. Les exportations électroniques ont progressé de 1,7 %, portées par les ordinateurs personnels (+50,9 %) et les circuits intégrés (+4,3 %), tandis que les exportations hors électroniques ont reculé de 5,3 %, tirées vers le bas par les produits pétrochimiques (-17,8 %) et l'or non monétaire (-25,9 %). Pour les cinq premiers mois de 2025, ces exportations affichent une croissance cumulée de +3,7 %. Enterprise Singapore anticipe une croissance annuelle en bas de fourchette de sa prévision de 1 % à 3 %, en raison des incertitudes liées aux politiques commerciales américaines.

Singapore's export performance

Non-oil domestic exports (Nodx)



Vietnam

Trump : vers des droits de douanes différenciés en fonction du contenu chinois des exportations ?

Le troisième cycle de négociations commerciales (9-12 juin) entre le Vietnam et les États-Unis suite à la menace d'imposition, par l'administration Trump, de droits de douanes « réciproques » à hauteur de 46 % sur les exportations vietnamiennes vers les États-Unis s'est clos à Washington DC. Nguyen Hong Dien, ministre de

l'Industrie et du commerce (MoIT), s'est notamment entretenu avec le secrétaire américain au Commerce et l'USTR – y compris à l'occasion d'une séance de négociation conjointe le 12 juin. Selon Reuters, les Etats-Unis continueraient à faire pression sur le Vietnam afin que le pays réduise sa dépendance aux intrants chinois, en particulier dans l'électronique. Des objectifs en termes de contenu vietnamien auraient été évoqués, ainsi que la possibilité de mettre en place des lignes tarifaires différenciées en fonction du contenu. La délégation vietnamienne, qui comprenait des représentants des ministères de la Sécurité publique, des Affaires étrangères, des Finances, de la Construction, des Affaires intérieures, de l'Agriculture, des Sciences et technologies, de la Justice, et de la Banque d'Etat, a aussi rencontré le Sénateur Roger Marshall (Rép., Kansas). Le ministre du MoIT a indiqué à ce dernier tout accord bilatéral devait se faire sur la base du respect pour « la souveraineté, l'indépendance, le système politique » de chaque pays, et en prenant en compte leurs différences de développement. Dans la lignée des récents efforts du Vietnam visant à véhiculer ses messages via les groupes privés américains installés dans le pays, Dien s'est enfin entretenu avec les dirigeants de Nike, Walmart et ExxonMobil. D'après Bloomberg, les négociations auraient enregistré des progrès et le Vietnam se satisferait de droits de douanes « réciproques » compris entre 20 et 25 %. Pour mémoire, le moratoire de 90 jours expire le 9 juillet.

Une plus grande autonomie de gestion accordée aux entreprises publiques

Le 16 juin 2025, l'Assemblée nationale a adopté une nouvelle Loi sur la gestion et l'investissement du capital de l'Etat dans les entreprises, qui entrera en vigueur le 1^{er} août 2025. Cette loi prévoit notamment de donner plus d'autonomie aux entreprises publiques dans la détermination et l'ajustement de leurs stratégies commerciales, dans leurs prises de décisions en matière de mobilisation du capital. Elle les autorise également à garantir les prêts des entreprises dont elles détiennent plus de 50 % du capital social, à condition que la valeur totale garantie ne dépasse pas leur apport en capital réel au moment de la garantie. Elle prévoit aussi de réduire d'environ 30 % les procédures administratives au sein des entreprises publiques. Par ailleurs, la loi accorde davantage d'autonomie aux entreprises publiques (sauf celles des secteurs de la défense et de la sécurité) en matière de gestion salariale et de répartition des bénéfices. Par rapport au projet de loi initialement proposé à l'AN, le texte adopté n'a pas pris en compte la proposition visant à limiter aux seules "grandes" entreprises publiques la possibilité d'investir dans l'immobilier. En conséquence, à partir du 1^{er} août, toutes les entreprises publiques - peu importe leur taille - peuvent investir dans ce secteur, ce qui n'est plus le cas depuis 2018.

La Loi sur les entreprises amendée afin de mieux contrôler les risques de blanchiment et d'endettement, et de stimuler l'innovation

Le 17 juin 2025, l'Assemblée Nationale a amendé la Loi sur les entreprises afin d'introduire de nouvelles règles dont celles sur la déclaration des « bénéficiaires effectifs » et le renforcement de l'encadrement des émissions d'obligations d'entreprises. Selon la loi

amendée, les entreprises qui sont créées à partir de l'entrée en vigueur de la loi doivent déclarer des « bénéficiaires effectifs » afin de lutter contre le blanchiment d'argent. Pour rappel : en 2023, malgré une amélioration de sa législation, le Vietnam a été placé sur la liste des juridictions sous surveillance accrue (« liste grise ») du GAFI. Par ailleurs, alors que le secteur privé vietnamien enregistre un niveau d'endettement supérieur à la moyenne régionale, le gouvernement a maintenu l'exigence d'un ratio dette/fonds propres maximum de cinq pour les entreprises privées non cotées émettant des obligations. Cette mesure vise à réduire les risques de défauts. Cette dernière disposition exclut toutefois les entreprises publiques, banques, promoteurs immobiliers ou institutions financières, régulés par des lois sectorielles spécifiques. Enfin, la loi amendée autorise les fonctionnaires et agents publics à exercer des activités commerciales dans des cadres juridiques spécifiques, tels que l'innovation, la transformation numérique ou la recherche scientifique. Elle entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2025.

Danang, première zone de libre-échange du pays

Le vice-Premier ministre Nguyen Hoa Binh a signé le 13 juin 2025 une décision établissant une zone de libre-échange à Danang. La zone doit couvrir 1 881 hectares au sein des districts de Lien Chieu et Hoa Vang, dont notamment plusieurs zones spécialisées dédiées à la production, à la logistique, au commerce et aux services, à l'industrie des technologies numériques, ainsi qu'à l'innovation. L'administration de la zone dans ces domaines sera déléguée à la Danang High Tech Park and Industrial Zone Authority. Son objectif est de positionner Danang comme centre de production international (l'industrie représentait 10 % du PIB de la ville en 2023) et d'accélérer le développement de l'industrie de hautes technologies. Aucun détail n'a encore été rendu public sur les éventuelles mesures pilotes susceptibles d'être mises en œuvre au sein de la zone. Pour rappel : dans une résolution datée du 31 mai 2024, l'Assemblée nationale évoquait la possibilité de créer une zone de libre-échange (Free trade zone, FTZ) afin d'attirer les capitaux et ressources étrangères dans les domaines de la production (notamment de semi-conducteurs), de la logistique et du commerce. Pour ce faire, des incitations particulières (procédures de dédouanement accélérées, exemptions fiscales, etc.) pourraient être mises en place à Danang, sur le modèle, notamment de Hainan, en Chine, que le gouvernement central chinois cherche à transformer en « port franc », et que le ministre vietnamien du plan et de l'investissement (MPI) a visité en avril 2024.

Thaïlande

Les tensions avec le Cambodge font craquer la coalition gouvernementale et plonger la bourse

L'indice boursier thaïlandais SET a reculé de 1,7 % mercredi 18 juin puis de 2,3 % le lendemain, atteignant 1069, le niveau le plus bas depuis 2020. Les investisseurs étrangers ont enregistré une sortie nette de 34 M USD (1,13 Md THB) le 18 juin. Cette chute reflète une perte de confiance dans la stabilité politique du pays, alors que la fuite d'un appel entre la Première ministre thaïlandaise Paetongtarn et l'ancien Premier ministre cambodgien Hun Sen, père de l'actuel dirigeant du Cambodge, où Paetongtarn désigne un général thaïlandais comme étant un « opposant », a fait sortir le

Bhumjaithai – deuxième parti de la coalition au pouvoir – du gouvernement. Sans le Bhumjaithai, la coalition dispose encore d'une courte majorité à la chambre basse du Parlement, 261 députés contre 234 pour l'opposition, mais une démission de la Première ministre et/ou une sortie de partis supplémentaires de la coalition ne sont pas exclues dans les prochains jours. S'agissant des conséquences économiques immédiates des tensions entre les deux pays, la frontière est toujours fermée une partie de la journée et le Cambodge a récemment annoncé l'arrêt des importations de fruits et légumes thaïlandais. Les exportations thaïlandaises de fruits et légumes frais vers le Cambodge étaient modestes en 2024 (23 M USD) mais cette décision intervient alors que la Thaïlande enregistre une production de fruits en forte hausse en 2025 (+10 à 30 % en un an) et cherche activement des débouchés à l'export.

Augmentation du salaire minimum à Bangkok de 7,5 %, à 400 THB (12,2 USD) par jour

À compter du 1^{er} juillet, le salaire minimum journalier à Bangkok devrait passer à 400 THB (12,2 USD), contre 372 THB (11,3 USD) actuellement, soit une augmentation de 7,5 %. La hausse s'appliquera aussi aux hôtels classés (à partir de deux étoiles), aux établissements de plus de 50 chambres, aux restaurants rattachés et aux lieux de divertissement enregistrés dans tout le pays. Environ 700 000 travailleurs sont concernés et le gouvernement prévoit 30 Md THB de prêts à taux réduit auprès des grandes banques du pays pour soutenir les entreprises affectées. Cette mesure marque un premier pas vers la promesse électorale du parti Pheu Thai d'atteindre 600 THB (18,3 USD) par jour d'ici 2027. Le gouvernement doit encore valider l'entrée en vigueur de la mesure qui a été votée par le Comité national des salaires, qui comprend en majorité des représentants du gouvernement et d'employeurs thaïlandais. De précédentes tentatives de la coalition au pouvoir depuis septembre 2023 pour procéder à cette augmentation s'étaient heurtées à l'opposition de ce comité.

La Thaïlande entame les négociations avec les États-Unis avec des objectifs limités

Le ministre du Commerce, Pichai Naripthaphan, a exprimé sa confiance quant à l'obtention d'un accord "favorable" avec les États-Unis qui maintiendrait les droits de douane à 10 % après la pause tarifaire décrétée jusqu'au 9 juillet, sans fixer l'objectif de leur suppression à terme. La Thaïlande a en effet lancé cette semaine ses premières négociations formelles avec les États-Unis sur les droits de douane via des échanges en ligne, avec d'abord la volonté d'être traitée de la même manière que les autres pays de la région. Les propositions soumises par la Thaïlande pour réduire son excédent commercial avec les États-Unis, de 45 Md USD en 2024, incluent l'augmentation des achats de biens américains (énergie, agriculture, aéronautique), le renforcement du contrôle des règles d'origine (pour lutter principalement contre le contournement par des entreprises chinoises des droits de douane sur les produits en provenance de Chine), la réduction des barrières non-tarifaires et l'accroissement des investissements thaïlandais aux États-Unis.

PTT accélère son internationalisation avec un nouveau projet en Algérie

Le groupe PTT, via sa filiale algérienne, a obtenu une licence d'exploitation pour le bloc gazier Reggane II dans le sud-ouest du pays. PTT Exploration & Production détiendra 34 % du projet, qui s'étend sur plus de 40 000 km² et comprend à la fois des gisements déjà découverts et des zones à explorer. L'exploitation se fera en co-investissement avec l'énergéticien italien Eni détenant le reste des parts et est déjà implanté en Algérie. Ce développement s'inscrit dans la stratégie d'internationalisation de PTT dans un contexte de tarissement des ressources thaïlandaises. PTT est déjà présent dans plusieurs pays de l'ASEAN, du Moyen-Orient et s'intéresse désormais aussi à des gisements au Mozambique pour étendre sa présence en Afrique. Le groupe a un objectif de production de 716 000 bep/jour d'ici 2034, contre 489k en 2024 et 420k en 2020.

Philippines

5^e baisse consécutive de 25 pdb du taux directeur

La banque centrale (BSP) a abaissé son taux directeur de 25 points de base en juin 2025, le portant à 5,25 %. Cette décision s'inscrit dans la poursuite du cycle d'assouplissement monétaire amorcé en août 2024, marqué par quatre baisses successives de 25 pdb en août, octobre et décembre 2024, puis en avril 2025. Cette série d'ajustements intervient après une phase de resserrement rapide entre mai 2022 et octobre 2023 durant laquelle la BSP avait relevé ses taux de 450 pdb, portant le taux directeur à 6,5 %, son plus haut niveau depuis seize ans. Cette baisse s'appuie notamment sur un contexte inflationniste favorable : 2,2 % en moyenne au T1, et des prévisions pour l'ensemble de l'année révisées à la baisse (1,6 % vs 2,4 % précédemment). À noter toutefois que les prévisions pour 2026 et 2027 ont été légèrement relevées, passant respectivement de 3,3 % à 3,4 %, et de 3,2 % à 3,3 %, du fait des anticipations haussières sur les prix du pétrole, des ajustements des tarifs de l'électricité (les plus élevés de l'ASEAN après Singapour) ainsi que des prix du riz (dont les Philippines sont le 1^{er} importateur mondial).

L'UE retire le pays de sa liste des pays à haut risque de blanchiment de capitaux

La commission européenne a annoncé le potentiel retrait des Philippines de sa liste des pays à haut risque en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (LBC/FT), faisant suite à leur sortie de la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI) en février dernier. Cette radiation est encore soumise à une procédure de non-objection du Conseil et du Parlement européen dans un délai d'un mois.

Plusieurs projets d'infrastructure validés, dont une demande de financement souverain Français

Le Department of Economy, Planning, and Development (DepDev, anciennement NEDA) a tenu sa réunion inaugurale sous la présidence de Ferdinand Marcos Jr. le 18 juin 2025. Plusieurs projets d'infrastructure d'envergure ont été approuvés, dont un projet de 480 M USD, faisant l'objet d'une demande de financement souverain à la France. Ce projet, porté par le ministère de l'Agriculture, vise la construction de 300 ponts agricoles pour améliorer l'accès aux marchés dans les zones rurales. Le Conseil a également validé la prolongation jusqu'en 2047 des concessions d'eau de Maynilad et Manila Water, ainsi que le projet de pont de Liloan (88 M USD), destiné à relier l'île de Panaon à la province de Leyte.

Le déficit courant double au T1 (3,7 % du PIB)

Le déficit courant s'est établi à -4,2 Md USD au T1 2025, soit 3,7 % du PIB, contre -2,1 Md USD (1,9 % du PIB) un an plus tôt. Ce dernier diminue toutefois légèrement par rapport au T4 2024, après avoir atteint 4,6 Md USD. Cette évolution reflète un creusement simultané du déficit commercial (-14,7 % en g.a.) et de la balance des services (-9,3 %), sous l'effet d'une reprise de la demande intérieure et d'une progression des importations de biens et services plus rapide que celle des exportations. Le déficit du compte courant a ainsi conduit à un déficit de la balance des paiements de 3 Md USD, contre un excédent de 238 M USD un an plus tôt, malgré des entrées nettes du compte financier de 6,7 Md USD (+43,2%), et un excédent du compte de capital à 23 M USD (+35,9%).

Cambodge

Le caoutchouc fait recette

Les exportations cambodgiennes de pneus automobiles ont atteint 437 M USD au cours des quatre premiers mois de cette année, marquant une hausse de 76 % par rapport à la même période de l'an dernier. Cette filière bénéficie de l'implantation croissante de fabricants chinois, trouvant une ressource de qualité dans le Royaume. Depuis l'an dernier, le Cambodge a enregistré 3 usines supplémentaires, portant à six le nombre total des usines de production de pneumatiques implantés dans différentes zones économiques spéciales. Cette dynamique soutient également les plantations de caoutchouc locales. Toutefois, ces usines importent encore des intrants pour alimenter leurs chaînes de production. De fait, le caoutchouc est encore insuffisamment transformé au Cambodge ; quitte à être exporté brut vers son voisin pour revenir transformé. De fait, le Cambodge exporte la quasi-totalité de sa production de caoutchouc naturel, notamment vers le Vietnam, Taiwan, la Chine et la Malaisie.

Création du comité national des laboratoires d'analyse alimentaire

Le gouvernement cambodgien a annoncé la création du Comité des laboratoires d'analyse alimentaire. Il vise à renforcer le système de sécurité alimentaire du pays et à garantir la conformité des laboratoires aux normes internationales (notamment ISO/CEI 17025 et ISO/CEI 17043). Ce comité supervisera la désignation, l'évaluation et la promotion des laboratoires de référence et d'analyse alimentaire au Cambodge. Il soutiendra leur obtention des accréditations internationales, ainsi que le renforcement de la coopération entre laboratoires, y compris étrangers. Présidé par le ministère de l'Industrie, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, le comité comprendra des représentants des ministères de l'Agriculture, du Commerce, et de l'Economie et du Tourisme. Le directeur général de l'Accréditation du Cambodge en sera membre permanent. Le nouvel organisme entend jouer un rôle essentiel pour renforcer la protection de la santé des consommateurs et promouvoir la confiance dans les exportations alimentaires du Cambodge. Aujourd'hui, de nombreux produits alimentaires destinés à l'exportation doivent être testés à l'étranger afin de répondre aux normes de sécurité et de qualité exigées par les marchés destination, à l'image de l'Union européenne.

Près de 47 000 entreprises enregistrées en ligne en cinq ans

Pas moins de 46 776 entreprises représentant 18,2 Md USD de capital ont été enregistrées via le service d'enregistrement en ligne des entreprises depuis sa création en mai 2020. Plus de 17 240 entreprises, soit 37 % du total, sont détenues par des femmes. Les principales activités des entreprises enregistrées concernent l'hôtellerie-restaurant (1,56 Md USD), l'immobilier (1,46 Md USD), la construction (1,42 Md USD), l'industrie manufacturière (892 M USD) et les activités de conseil en gestion (884 M USD), en autres. Placé sous l'autorité du ministère de l'Economie et des Finances, ce portail regroupe les formalités de 21 ministères et institutions (enregistrements commercial, fiscal, social et autres procédures administratives liées à la création d'entreprises). Cette plateforme en ligne vise donc à réduire les procédures et à économiser temps et coûts, pour faciliter la création d'entreprises privées. Le gouvernement annonce vouloir construire un « écosystème numérique pour les entreprises » afin d'améliorer davantage l'environnement des affaires, facteur d'attractivité du Cambodge. Des efforts supplémentaires sont encore nécessaires...

Laos

Détente monétaire, un bon signe ?

Lors de son comité de la politique monétaire du 12 juin dernier, la Banque du Laos (BOL) a annoncé une baisse de son taux directeur de 50 points de base à 9,5 % par an. Le taux de change contre les devises étrangères reste encadré dans une bande de +/- 6,5 %. Les opérations de change seront désormais conduites 7 jour sur 7 (contre 5 auparavant). Ces mesures s'inscrivent dans un cadre renforcé de contrôle des opérations de change. La BOL a mis en

place une place de marché électronique, après avoir fermé les bureaux de change et rendu obligatoire le passage par les banques ; sans compter l'obligation des entreprises ayant des recettes en devises d'en convertir l'essentiel en kip. La gouverneure ad interim, Vattana Dalaloy, a présenté ces mesures comme destinées à stimuler la croissance et le crédit interbancaire, au moment où de discrètes améliorations se font jour. La gouverneure a également mis en avant la stabilité monétaire alors que la parité du kip face au dollar tend à se stabiliser, après plusieurs années de dégradation. Les réserves de change ont progressé de plus de 30 % depuis décembre 2024, à 2,8 Md USD. De fait, l'inflation baisse (8,3 % en mai, avec un repli de plus de moitié depuis le début de l'année) et les exportations, en particulier agricoles, progressent.

Totalement en ligne

Le ministère de l'Industrie et du Commerce vient d'annoncer mettre en place un système de règlement des litiges en ligne ; en ligne. Les différends nés de transactions entre consommateurs et marchands pourront alors être traités. Appelé ODR (Online Dispute Resolution) et disponible en lao, cette application permettra de traiter les demandes des consommateurs basés au Laos. Elle est annoncée comme favorisant une meilleure productivité, en pesant aussi peu que possible sur les moyens du ministère tout en étant efficace et juste. Ce système est financé dans le cadre du projet "Strengthening E-Commerce Dispute Settlement Processes in Lao PDR", initiative promue dans le cadre de l'accord de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande. Le système sera pleinement opérationnel en 2028. À ce jour, un numéro spécial – le 1510 – permet de porter plainte. Le cadre juridique du commerce en ligne, notamment à l'égard de sites étrangers ou d'entreprises non enregistrées, ne favorise pas aujourd'hui le règlement des litiges. Pour mémoire, le chiffre d'affaires du secteur était de 176 M USD en 2024, avec des croissances annuelles de l'ordre de 10-15 %.

Nouvelle politique électrique

Les autorités laotiennes, comme dans d'autres secteurs, souhaitent renforcer l'autonomie énergétique du pays. Les députés ont proposé, en réponse au projet du gouvernement, d'investir dans des lignes de transport Nord-Sud, des liaisons transfrontalières améliorées et de limiter le développement de réseaux de transport autonomes construits par des investisseurs privés ; il s'agit, en fait, des producteurs indépendants d'énergie qui financent barrages hydroélectriques et autres installations gagés sur des recettes d'exportation. Les députés souhaitent réduire les importations d'électricité, relativement importantes durant la saison sèche lorsque les barrages sont au plus bas de leur production. Tous les projets de production, hydrauliques, solaires et éoliens, mais aussi thermiques, seront donc encouragés. La représentation nationale estime toutefois que la révision des tarifs de l'électricité, destinée à renforcer les capacités de financement d'EDL, est en contradiction avec les difficultés des ménages et la compétitivité des entreprises. Pour mémoire, la dette de l'électricien national représente plus de 50 % du PIB, ce qui limite fortement ses capacités d'investissement.

Birmanie

Résolution de l'Organisation internationale du Travail concernant la Birmanie

Lors de sa 113^e session, le 5 juin 2025, la Conférence générale de l'organisation internationale du Travail a adopté une résolution en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail. Il s'agit d'une réponse à l'absence de respect des conventions 87, sur la liberté d'association, et 29, sur le travail forcé de l'OIT par la Birmanie. L'article 33 est le dernier recours de l'OIT, lorsqu'un Etat-membre n'applique pas les recommandations de sa commission d'enquête, précédemment utilisé en 2000 concernant la Birmanie et en 2023 concernant le Bélarus. Ainsi, la Conférence invite gouvernements, employeurs et travailleurs à « prendre toutes mesures susceptibles de favoriser l'instauration d'un climat propice à la liberté syndicale et l'élimination de toutes les formes de travail forcé dans le pays ». Cependant, il ne s'agit ni d'un appel à sanction, ni d'un appel au désinvestissement, la Conférence invitant également à « permettre la poursuite des activités qui bénéficient directement à la population du Myanmar et à ses communautés ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr